



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre le réchauffement climatique

Question au Gouvernement n° 4490

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Bertrand Pancher.

M. Bertrand Pancher. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Depuis une semaine, les dirigeants du monde entier sont réunis à Glasgow, avec un objectif affiché : sauver le climat. Comme de coutume, les engagements se multiplient : baisser de 30 % les émissions de méthane, enrayer la déforestation, ou contribuer davantage à l'adaptation des pays pauvres. Mais, au fond, la question reste la même : ces promesses rejoindront-elles la longue liste des attentes déçues ?

À ce rythme, une augmentation des températures de trois, voire de quatre degrés, est à prévoir, avant la fin du siècle. Face à ce péril, je veux rendre hommage aux jeunes du monde entier. Ils ont réussi à se mobiliser partout et ils ont raison de nous presser à agir !

Notre pays doit être à l'avant-garde climatique. Il n'y est malheureusement pas ; rappelons qu'il a été condamné à deux reprises pour son inaction climatique. La trajectoire choisie par le Gouvernement ne nous permettra pas de tenir nos engagements internationaux.

Enfin, le 4 novembre 2021, vingt pays et cinq institutions se sont engagés à arrêter de financer les énergies fossiles à l'international, dès 2022. La France ne figure pas parmi eux, mais maintient son objectif qui consiste à arrêter ces financements en 2025 pour le pétrole et en 2035 pour le gaz. Les soutiens publics aux énergies fossiles ont augmenté de près de 24 % en France entre 2015 et 2019. Il nous faut pourtant redoubler d'efforts, non en 2025, mais maintenant !

Je crois en une écologie humaniste et positive pour mobiliser nos concitoyens. Nous savons ce qu'il faut faire : généraliser le principe du pollueur-payeur, accélérer vraiment la rénovation des bâtiments et investir dans les transports propres. Cela permet de créer massivement des emplois qui ne peuvent pas être délocalisés et du pouvoir d'achat. Le succès passe aussi par un mouvement de décentralisation de nos politiques environnementales, afin de les rendre plus efficaces.

Ma question est donc la suivante : alors que le Haut Conseil pour le climat critique la trajectoire française de réduction des émissions de gaz à effets de serre, comment comptez-vous faire pour que la France soit réellement à l'avant-garde climatique ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LT et parmi les députés non inscrits.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Merci de me donner une nouvelle fois l'occasion de m'exprimer sur un sujet d'une grande importance, pour lequel les ambitions de la France sont extrêmement fortes. En effet, les dispositions que vous avez adoptées sont très ambitieuses.

Au moment où se déroulent à Glasgow les très importantes négociations vers lesquelles toute la jeunesse du monde a les yeux tournés, comme nous tous, notre mobilisation est entière. Depuis 2020, nous avons dépassé nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, puisqu'elles ont chuté de près de 2 %.

La France est le seul pays industrialisé à avoir mis un terme à l'exploitation des hydrocarbures sur son sol, par une disposition que vous avez votée. *(Protestations sur les bancs du groupe SOC.)*

Les condamnations auxquelles vous faites référence avec exactitude ont été prononcées par des juridictions d'ordre interne et elles portent sur des données antérieures à deux événements majeurs et récents dont cette majorité, mais aussi le Parlement dans son ensemble, peut s'enorgueillir. D'abord, le vote, après une commission mixte paritaire conclusive, de la loi « climat et résilience », qui comprend beaucoup de dispositions concrètes sur le logement et sur les transports. J'ai lancé un appel à projet permettant de débloquer 900 millions d'euros pour les transports en site propre dans les grandes agglomérations. En ce qui concerne le logement, MaPrimeRénov' rencontre un succès considérable partout sur le territoire.

M. Pierre Cordier. Il y a beaucoup de dossiers en attente !

M. Jean Castex, Premier ministre. Ensuite, environ le tiers des crédits du plan de relance de 100 milliards d'euros est consacré au bénéfice d'une transition écologique accompagnée, volontaire et responsable. Nous partageons les mêmes objectifs : concilier la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la croissance économique.

Enfin, je rappelle à l'Assemblée nationale que, pour réduire de 40 % nos émissions, ce qui reste notre objectif, la France est aussi pilote en Europe, avec les mesures présentées par la Commission européenne en juillet 2021, mesures que nous allons négocier pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne à partir du 1er janvier 2022. J'espère que nous pourrions dépasser cet objectif et le porter à 55 %, ce qui, comme vous le savez, est l'un des objectifs les plus ambitieux du monde. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. M. Benoit Simian applaudit également.)*

M. Pierre Cordier. Carrément !

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Pancher](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4490

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 novembre 2021](#)